

- au parquet de :
 - la cour d'appel de Liège : 1;
 - du procureur du Roi près le tribunal de première instance de :
 - Termonde : 1;
 - Bruges : 1;
 - Courtrai : 1;
 - Liège : 1;
 - Eupen : 3;
 - Marche-en-Famenne : 1;
- à l'auditorat général près la cour militaire : 1.

- bij het parket van :
 - het hof van beroep te Luik : 1;
 - de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te :
 - Dendermonde : 1;
 - Brugge : 1;
 - Kortrijk : 1;
 - Luik : 1;
 - Eupen : 3;
 - Marche-en-Famenne : 1;
- bij het auditoraat-generaal bij het militair gerechtshof : 1.

14 FEVRIER 1991. — Circulaire 1260/V/24-25 pour la mise en œuvre des arrêtés royaux des 28 et 29 janvier 1991 qui rangent certaines armes à feu dans la catégorie des armes de défense

Le *Moniteur belge* de ce jour publie deux arrêtés royaux relatifs au classement de certaines armes à feu parmi les armes de défense.

I. Arrêté royal du 28 janvier 1991 concerne les armes à feu de tous calibres qui constituent des copies, des reproductions ou des versions dérivées d'une arme à feu automatique de guerre.

Cet arrêté range deux types d'armes dans la catégorie des armes de défense. Cet arrêté royal concerne des armes produites d'origine et non des armes modifiées qui restent soumises à l'arrêté royal du 20 juin 1984 relatif au classement de certaines armes de guerre ou de défense qui ont subi des modifications (*Moniteur belge* du 7 août 1984).

A. Versions dérivées d'armes à feu automatiques de guerre.

Constituent des versions dérivées d'armes à feu automatiques de guerre ce qu'on appelle les « versions civiles d'armes de guerre ».

Les fabricants d'armes à feu automatiques de guerre pour le marché militaire produisent parfois, à partir du même modèle, des versions pour le marché des particuliers. Ces versions sont vendues dans des calibres qui ne sont pas utilisés dans les forces armées par exemple les calibres 22 long; 222 Remington; 7-08 mm, 243 Winchester, ... Elles sont fabriquées de manière à ne pas pouvoir tirer en mode automatique (tir d'une rafale chaque fois que la détente est activée).

A titre d'exemple, constituent à l'heure actuelle des versions dérivées d'armes à feu automatiques de guerre les armes suivantes : COLT AR-15, FAMAS 222, ARCOM/FN FAL 7-08, GALIL 7-08, DAEWOO USAS-12 Semi-auto, RUGER Mini 14.222, SPRINGFIELD M14, ...

Il convient de rappeler que si ces armes sont munies d'une poignée, ou d'une crosse coulissante ou, repliable, ou encore d'un canon lisse d'une longueur inférieure à 60 cm, elles ont été rangées dans la catégorie des armes de défense, par les arrêtés royaux du 29 décembre 1988 (*Moniteur belge* du 6 janvier 1989).

B. Reproductions ou copies d'armes à feu automatiques de guerre.

Sont à considérer comme reproductions ou copies d'armes à feu automatiques de guerre les armes à feu à tir semi-automatique, à répétition ou coup par coup qui imitent ou reproduisent avec plus ou moins de précision un modèle d'arme à feu automatique de guerre spécifique.

A titre d'exemple, on trouve à l'heure actuelle sur le marché les copies ou reproductions d'armes à feu automatiques de guerre suivantes : JÄGER AP-74 (22 long), SQUIRES BINGHAM M.16 (22 long), ...

II. Arrêté royal du 29 janvier 1991 classant les armes à feu tirant des munitions d'armes de défense dans la catégorie des armes à feu de défense.

Pour l'application de cet arrêté, sont considérées comme munitions pour pistolets ou revolvers les munitions dont la destination originelle ou normale est d'être tirées dans des pistolets ou des revolvers. Une liste non limitative de ces munitions figure en annexe à la présente circulaire.

A titre d'exemple, constituent à l'heure actuelle des armes à feu pouvant tirer des munitions pour pistolets ou revolvers les armes suivantes : IMI TIMBER WOLF 38/357, THOMPSON CENTER CONTENDER CARBINE, MARLIN CAMP 9/45, UZI CARBINE (à crosse fixe), ...

14 FEBRUARI 1991. — Omsendbrief 1260/V/24-25 voor de tenuitvoerlegging van de koninklijke besluiten van 28 en 29 januari 1991 betreffende de indeling van bepaalde vuurwapens onder de verweerwapens

Het *Belgisch Staatsblad* van vandaag publiceert twee koninklijke besluiten betreffende de indeling van bepaalde vuurwapens onder de verweerwapens.

I. Koninklijk besluit van 28 januari 1991 heeft betrekking op de vuurwapens van gelijk welk kaliber die een kopie, een reproductie of een afgeleide versie zijn van automatische oorlogsvuurwapens.

Dit besluit rangschikt twee types wapens in de categorie van verweerwapens. Dit besluit betreft de oorspronkelijk geproduceerde wapens en niet de omgebouwde wapens die steeds onder toepassing vallen van het koninklijk besluit van 20 juni 1984 betreffende de indeling van sommige oorlogs- of verweerwapens die wijzigingen hebben ondergaan (*Belgisch Staatsblad* van 7 augustus 1984).

A. Afgeleide versies van automatische oorlogsvuurwapens.

De wapens die « niet-militaire versies van een oorlogswapen » worden genoemd, zijn afgeleide versies van automatische oorlogsvuurwapens.

De fabrikanten van automatische oorlogsvuurwapens voor de militaire markt produceren soms, op basis van hetzelfde model, versies voor de particulieren. Die versies worden verkocht in kalibers die niet door de strijdkrachten worden gebruikt, zoals bijvoorbeeld de kalibers 22 long; 222 Remington; 7-08 mm, 243 Winchester, ... Zij worden op zodanige wijze vervaardigd dat zij niet kunnen vuren in automatische stand (afvuren van een salvo telkens als de trekker wordt overgehaald).

Thans bestaande afgeleide versies van automatische oorlogsvuurwapens zijn bijvoorbeeld : COLT AR-15, FAMAS 222, ARCOM/FN FAL 7-08, GALIL 7-08, DAEWOO USAS-12 Semi-auto, RUGER Mini 14.222, SPRINGFIELD M14, ...

Er moet herinnerd worden dat wanneer deze wapens uitgerust zijn met een greep, of met een glijdende of plooibare kolf, of met een gladde loop korter dan 60 cm, ze, door de koninklijke besluiten van 29 december 1988 (*Belgisch Staatsblad* van 6 januari 1989) in de categorie van verweerwapens gerangschikt werden.

B. Reproducties of kopieën van automatische oorlogsvuurwapens.

Moeten worden beschouwd als reproducties of kopieën van automatische oorlogsvuurwapens, de halfautomatische vuurwapens, de repeteevuurwapens en de eenschotsvuurwapens die een min of meer getrouwe kopie of reproductie zijn van een specifiek model van automatisch oorlogsvuurwapen.

Op de markt zijn thans bijvoorbeeld volgende kopieën of reproducties van automatische oorlogsvuurwapens verkrijgbaar : JÄGER AP-74 (22 long), SQUIRES BINGHAM M.16 (22 long), ...

II. Koninklijk besluit van 29 januari 1991 tot indeling van vuurwapens die munitie van verweerwapens afvuren in de categorie verweervuurwapens.

Voor de uitvoering van dit besluit, worden beschouwd als munitie voor pistolen of revolvers de munitie die oorspronkelijk of normaal bestemd is om te worden afgevuurd in pistolen of revolvers. Een niet-exhaustieve lijst van die verschillende soorten munitie gaat als bijlage bij deze circulaire.

Thans bestaande vuurwapens die munities voor pistolen of revolvers kunnen afvuren zijn bijvoorbeeld : IMI TIMBER WOLF 38/357, THOMPSON CENTER CONTENDER CARBINE, MARLIN CAMP 9/45, UZI CARBINE (met een vaste kolf), ...

III. Entrée en vigueur de ces arrêtés. Régime définitif pour la vente de ces armes à feu.

Ces deux arrêtés entrent en vigueur le 1^{er} avril 1991. A partir de cette date, la vente ou la cession des armes concernées sont soumises à la présentation d'une autorisation d'acquisition d'une arme de défense visée à l'article 5 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

Les armes à feu concernées par ces deux arrêtés et qui seraient vendues entre maintenant et le 1^{er} avril 1991 sont jusqu'à cette date considérées comme armes de chasse et de sport, sauf si une autre disposition les rangeait dans une autre catégorie. Leur vente ou cession est cependant soumise à l'enregistrement au registre central des armes (voir point V).

IV. Immatriculation des armes de défense concernées par ces 2 arrêtés.

Les particuliers qui possèdent une arme concernée par un de ces deux arrêtés royaux doivent la faire immatriculer avant le 1^{er} juillet 1991 auprès du commissaire de police ou, dans les communes où la police communale est rurale, auprès du commandant de brigade de la gendarmerie.

L'immatriculation consiste en l'inscription des mentions suivantes dans le registre du modèle n° 7 prévu par l'article 27 de l'arrêté royal du 14 juin 1933 pour l'exécution de la loi du 3 janvier 1933 :

- date de l'immatriculation et numéro d'ordre;
- identité complète du possesseur : nom, prénoms, lieu et date de naissance, domicile et/ou résidence, et, le cas échéant, nationalité;
- caractéristiques de l'arme : marque de l'arme, modèle, type (option), calibre et numéro.

Un certificat d'immatriculation du modèle n° 8 est délivré au déclarant. Il équivaut à une autorisation d'acquisition. Dans les huit jours de l'immatriculation, le registre central des armes doit être informé, conformément à l'article 38 de l'arrêté royal du 14 juin 1933, modifié par l'arrêté royal du 8 avril 1989.

Il faut inciter les particuliers à régulariser leur situation et éviter que, par crainte d'une dépossession, ils se placent dans une situation irrégulière. Il convient donc de rappeler à MM. les commissaires de police et commandants de brigade de la gendarmerie que l'immatriculation doit être automatique.

J'attire également l'attention des autorités communales sur le fait que l'application d'une taxe élevée à l'immatriculation a un effet dissuasif contraire à l'esprit de la loi, qui est de favoriser la régularisation de la possession d'armes qui ont été achetées au moment où elles étaient en vente libre.

Dans ce sens, l'application d'un tarif uniforme de 300 FB me paraît adéquat.

V. Registre central des armes.

Il convient de rappeler que toutes les armes à feu de chasse et de sport sont soumises à la procédure d'information du registre central des armes prévue par l'arrêté royal du 8 avril 1989, qui a introduit un article 32 bis dans l'arrêté royal du 14 juin 1933 (*Moniteur belge* du 20 avril 1989, pp. 6590-6596).

Conformément à cet arrêté royal et depuis le 1^{er} mai 1989, toute vente à un particulier d'une arme à feu de chasse et de sport par un fabricant, marchand ou artisan armurier doit faire l'objet des mesures suivantes :

a) Inscription par le fabricant, marchand ou artisan armurier, de cette transaction dans un registre conforme au modèle 11 bis. Les mentions comprennent entre autres l'identité et l'adresse complète de l'acheteur, de même que sa nationalité s'il est étranger.

b) Délivrance d'un avis de vente ou de cession conforme au modèle 11 ter. Un feuillet de cet avis est remis à l'acquéreur, un est conservé par le vendeur et le troisième est transmis par le fabricant, le marchand ou l'artisan armurier dans les huit jours de la vente ou de la cession à la police communale.

III. Inwerkingtreding van deze besluiten. Definitieve regeling betreffende de verkoop van deze vuurwapens.

Vanaf de inwerkingtreding van deze twee besluiten, d.i. op 1 april 1991, zijn de verkoop en de overdracht van de erin omschreven wapens onderworpen aan de voorlegging van een vergunning tot verkrijging van een verweerwapen bedoeld in artikel 5 van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging, de handel in en het dragen van wapens, en op de handel in munitie. Artikel 7 van dezelfde wet, dat betrekking heeft op het dragen van verweerwapens, is eveneens op die wapens van toepassing.

De vuurwapens waarop deze koninklijke besluiten betrekking hebben, die verkocht zouden worden tussen de bekendmaking en de inwerkingtreding van de besluiten (1 april 1991), zullen tot op dat ogenblik beschouwd worden als jacht en sportwapens, behalve indien een andere bepaling deze in een andere categorie zou onderbrengen. Deze wapens zijn al onderworpen aan de procedure tot kennisgeving van het centraal wapenregister (zie punt V).

IV. Immatriculatie van de in voornoemde besluiten omschreven verweerwapens.

Particulieren die een wapen bezitten dat aan een van beide koninklijke besluiten onderworpen is, moeten het vóór 1 juli 1991 laten immatriculieren bij de commissaris van politie of, in de gemeenten met een landelijke politiedienst, bij de brigadecommandant van de rijkswacht.

De immatriculatie bestaat in de inschrijving van volgende gegevens in het register van model nr. 7 bepaald bij artikel 27 van het koninklijk besluit van 14 juni 1933 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 :

- datum van immatriculatie en volgnummer;
- volledige identiteit van de bezitter : naam, voornamen, geboorteplaats en -datum, woonplaats en/of verblijfplaats en, in voorkomend geval, nationaliteit;
- kenmerken van het wapen : merk van het wapen, model, type (in optie), kaliber en nummer.

Een getuigschrift van immatriculatie van het model nr. 8 wordt aan de aanvrager afgeleverd. Het staat gelijk met een machtiging tot aankoop. Overeenkomstig artikel 38 van het koninklijk besluit van 14 juni 1933, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 april 1989, moet het centraal wapenregister binnen acht dagen na de immatriculatie daarvan in kennis worden gesteld.

De particulieren moeten ertoe worden aangespoord om zich met de voorschriften in overeenstemming te brengen, zulks om te voorkomen dat zij zich buiten de wet stellen uit vrees dat hen het wapen wordt ontnomen. De commissarissen van politie en de brigadecommandanten van de rijkswacht moeten erop worden gewezen dat de immatriculatie automatisch moet geschieden.

Tevens was ik de aandacht van de gemeentelijke overheden erop te vestigen dat de oplegging van een hoge taks met betrekking tot de immatriculatie een afschrikkende uitwerking heeft die tegengesteld is aan de geest van de wet, welke de bevordering beoogt van de regularisatie van het bezit van wapens die zijn aangekocht op een tijdstip dat de verkoop ervan vrij was.

In die zin lijkt mij de eenvormige heffing van een taks van 300 FB volkomen aangewezen.

V. Centraal wapenregister.

Het moet herinnerd worden dat alle jacht- en sportvuurwapens onderworpen zijn aan de informatieprocedure van het centraal wapenregister ingevoerd door het koninklijk besluit van 8 april 1989, dat een artikel 32 bis in het koninklijk besluit van 14 juni 1933 heeft ingelast (*Belgisch Staatsblad* d.d. 20 april 1989, blz. 6590-6596).

Overeenkomstig dit koninklijk besluit en vanaf 1 mei 1989, moet iedere verkoop van een jacht- en sportvuurwapen door een fabrikant, handelaar of wapenmaker aan een particulier, het voorwerp zijn van volgende maatregelen :

a) Inschrijving van deze verkoop door de fabrikant, handelaar of wapenmaker, in een register ingericht overeenkomstig het model 11 bis. De gegevens bevatten onder andere de identiteit en het volledig adres van de aankoper, en ook zijn nationaliteit, als hij buitenlander is.

b) Afgifte van een bericht van verkoop of overdracht opgemaakt overeenkomstig het model nr. 11 ter. Een blad van dit bericht wordt aan de verkrijger gegeven, een blad wordt bewaard door de verkoper en het derde blad wordt door de fabrikant, de handelaar of de wapenmaker binnen de acht dagen van de verkoop of de overdracht toegestuurd aan de gemeentepolitie.

c) Information du Registre central des armes par la police communale, dans les huit jours de la réception de cet avis.
Les services de police sont invités à exercer les contrôles nécessaires.

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Annexe à la circulaire 1260/V/24-25
relative aux modifications dans la classification
des armes à feu de défense

Liste non limitative des munitions pour pistolets et revolvers
au sens de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 29 janvier 1991

6,35 mm. BROWNING (.25 ACP-25-6, 35 mm. auto)
7,62 mm. TOKAREV MOD. 30
7,63 mm. MAUSER (.30 MAUSER)
7,65 mm. BROWNING (.32 ACP-32-7, 65 mm. auto)
.32 COLT NEW POLICE
.32 SMITH & WESSON (SHORT)
.32 SMITH & WESSON LONG
.32 LONG COLT
.32 SHORT COLT (.32 WEBLEY)
.32 H & R. MAGNUM
8 mm. LEBEL (8 mm. Règlement / M.1892)
9 mm. BROWNING SHORT (380 ACP/380 auto)
9 mm. MAKAROV
9 mm. ULTRA (9 mm. POLICE)
9 mm. PARABELLUM (9 mm. LUGER)
9 mm. BROWNING LONG
9 mm. IMI
9 mm. STEYR (9 mm. Mannlicher)
9 mm. MAUSER EXPORT
.38 SMITH & WESSON (.38 S & W Short / Super police)
.38 COLT NEW POLICE
.38 SUPER AUTOMATIC (.38 ACP Super)
.38 AUTOMATIC SPECIAL
.38 LONG COLT
.38 COLT SPECIAL
.38 SMITH & WESSON SPECIAL
.357 MAGNUM (.357 S & W MAGNUM)
.357 AUTOMAGNUM
.357 SUPER MAGNUM
.357 MAXIMUM
40 SMITH & WESSON
10 mm. AUTO (10 mm. BREN TEN)
41 ACTION EXPRESS
41 SMITH & WESSON (ou REMINGTON) MAGNUM
44 SMITH & WESSON (ou REMINGTON) MAGNUM
44 SMITH & WESSON SPECIAL
44 AUTO MAGNUM (.44 AMP)
45 AUTOMATIC COLT (.45 AUTO/45 ACP)
45 COLT GOUVERNEMENT (.45 SMITH & WESSON)
45 COLT (.45 LONG COLT)
45 AUTO RIM
45 WINCHESTER MAGNUM (.45 MAGNUM)
450 MAGNUM EXPRESS
451 DETONICS MAGNUM
454 CASULL MAGNUM
45 HIRTENBERG (.45 HP)
455 WEBLEY-MK II to VI

c) Informatie van het Centraal wapenregister door de gemeentepolitie, binnen de acht dagen van ontvangst van dit bericht.
De politiediensten worden verzocht de nodige controles uit te voeren.

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Bijlage aan de omzendbrief 1260/V/24-25
betreffende wijzigingen in de indeling
van de verweervuurwapens

Niet-exhaustieve lijst van munitie voor pistolen of revolvers
in de zin van artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 januari 1991

6,35 mm × 15,8 SR
7,8 mm. × 24,5
7,8 mm. × 24,5
7,8 mm × 17,5
8 mm. × 23 R
8,15 mm. × 15,3 R
8 mm. × 23 R
7,25 mm. × 23 R
8 mm. × 16 R
8 mm. × 27 R
8,3 mm. × 27,5 R
9 mm. × 17
9 mm. × 18
9 mm. × 18
9 mm. × 19
9 mm. × 20
9 mm. × 21
9 mm. × 23
9 mm. × 25
9 mm. × 26 R
9 mm. × 19,5 R
9 mm. × 23
9 mm. × 24,5 R
9 mm. × 26 R
9 mm. × 29 R
9 mm. × 29,5 R
9 mm. × 32,5 R
9 mm. × 33
9,5 mm. × 42 R
9 mm. × 40,5 R
10 mm. × 21,5
10 mm. × 25,2
10,4 mm. × 22
10 mm. × 32,5 R
10,9 mm. × 32,8 R
11 mm. × 29 R
11 mm. × 33
11,43 mm. × 23
11,43 mm. × 28 R
11,43 mm. × 33 R
11,43 mm. × 23 R
11,4 mm. × 30,4 R
11,4 mm. × 34
11,4 mm. × 24
11,4 mm. × 35 R
11,4 mm. × 21,7
11,5 mm. × 19 R